résolution sur le travail enseignant

RESOLUTION PRESENTEE PAR LA COMMISSION ENSEIGNANTE

votée par le congrès

1) Le système de formation, mis en place au 19ème siècle par la bourgeoisie en plein essor obéissait à deux impératifs principaux:

— par la centralisation de l'enseignement secondaire et supérieur, il devait fournir les cadres politiques et idéologiques nécessaires au système.

— par l'alphabétisation des couches populaires, il permettait de répondre aux besoins de main-d'œuvre imposés par le développement du machinisme.

Le système centralisé a pu se maintenir durant un siècle en partie grâce à l'archaïsme des structures capitalistes en France.

2) Depuis plusieurs années, devant le développement de la technologie, la tentative de moderniser et rentabiliser les structures économiques, le système de formation apparaît périmé et tout à fait inadéquat.

Il est incapable de répondre aux exigences du marché du travail :

— taux écrasant d'étudiants dans les sections littéraires qui n'ont pas de débouchés autres que la fonction publique

— inadaptation de la formation professionnelle qui rejette sur le marché une énorme quantité de jeunes sans formation

— taux de redoublements et d'échecs qui marque la non rentabilité du système

Pour qu'il concentre en son sein à la fois les couches intellectuelles (enseignants) et la jeunesse (apprentis, lycéens, étudiants) le système de formation parallèlement à la crise due à son inadéquation est le lieu de rencontre à la fois de la crise du stalinisme et de celle des valeurs bourgeoises.

Le rôle décisif de l'école comme lieu d'encadrement idéologique de la jeunesse, avec la famille, avant l'Armée se trouve remis en question de façon permanente par les lycéens, apprentis et étudiants et de plus en plus par les enseignants eux-mêmes.

3) Les tentatives bourgeoises de rentabilisation du système, successives, mettent en évidence une nouvelle contradiction.

— la nécessité pour la bourgeoisie comme classe de restructurer le système de formation

— les réticences du patronat sur le plan local et national à financer une telle réforme

Cette contradiction contribue au développement même de la crise du système.

4) La réforme Faure—Guichard avec ses contradictions reste à ce jour le plan achevé de rationalisation de l'institution universitaire.

Elle vise à terme à démanteler l'Education Nationale comme service public.

— en livrant directement au patronat des secteurs entiers de la formation (en particulier la formation professionnelle, voir l'accord du 9 juillet 70)

— en brisant de fait le monopole de l'Etat ou en instaurant les universités concurrentielles.

— en essayant de remettre en cause l'ensemble des garanties lié au statut de la fonction publique dont bénéficient les enseignants (développement massif de l'auxilariat, mobilité de la main-d'œuvre...)

La politique de participation et la pseudo « rénovation pédagogique », en « intégrant » au système à tous les niveaux (établissement comme national) « e » syndicats enseignants, a deux objectifs principaux :

* mener dans ce secteur la politique définie par la bourgeoisie vis-à-vis du mouvement ouvrier, c'est-à-dire l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat.

* mais aussi, et surtout, obtenir par ce biais une nouvelle cohésion idéologique de l'école pour lui permettre de rejouer son rôle d'encadrement.

Cette politique va de pair avec une répression grandissante qui tend à épurer le système de tous les